



Union communiste internationaliste (trotskyste)

Nouveau gouvernement : toujours un profond mépris pour les travailleurs !

Après 16 mois de tergiversations, 7 partis politiques (PS, Spa/Vooruit, MR, Open VLD, Ecolo, Groen, CD&V) sont laborieusement arrivés à former un gouvernement fédéral. La crainte de nouvelles élections a été plus forte que la concurrence entre ces différents partis, tant ils redoutent le mécontentement croissant de la population.

Mais le problème de tous ces partis, qu'ils soient néerlandophones ou francophones, n'est pas de répondre aux besoins des travailleurs, mais de continuer à servir les intérêts de la bourgeoisie, des grands patrons et actionnaires. Ils ne prévoient rien pour résoudre les besoins urgents des travailleurs confrontés chaque jour davantage aux licenciements, aux contrats précaires, à une charge de travail plus élevée et à des revenus en baisse.

La seule mesure sociale qu'ils ont été capables d'annoncer est le relèvement de la pension minimum à 1 500 euros... d'ici 2030 ! A condition d'avoir travaillé 45 ans et sans qu'on sache si ce serait en brut ou en net !

On a même pu entendre Paul Magnette expliquer qu'il n'avait jamais été pour redescendre l'âge de la pension à 65 ans car lui-même se sentait capable de travailler encore à cet âge-là ! Les ouvriers, infirmières, enseignants et bien d'autres, usés bien avant 60 ans par des charges de travail de plus en

plus lourdes n'ont rien à attendre de ce gouvernement !

Par contre le patronat profitera des milliards d'euros de subventions des plans de relance européens, ainsi que des avantages fiscaux accordés sur les heures supplémentaires et les jours de formation, qui viennent s'ajouter à tous les dégrèvements fiscaux dont bénéficient déjà les grands patrons.

Et ce n'est pas une éventuelle taxation sur quelques opérations financières qui peut faire peur au patronat. Si cette taxe voyait le jour, elle ne rapporterait que 150 à 300 millions d'euros à l'Etat, une broutille au vu des milliards qu'ils engrangent. Car malgré la crise économique, des fortunes se bâtissent. En mars, il y avait 29 milliardaires en Belgique, aujourd'hui il y en a 31 ! L'argent existe pour résoudre les problèmes de la société !

Face aux attaques incessantes des patrons, aux plans de licenciements, aux mises en faillite d'entreprises, il faut que les travailleurs fassent entendre leurs revendications. Les gouvernements, qu'ils soient fédéral ou régionaux, au Nord comme au Sud de pays, ne feront qu'aider les grands patrons à sauver et augmenter leurs profits. Les travailleurs, qui créent toutes les richesses, qui font tourner toute la société, n'ont pas d'autre choix que de se défendre. Il faut qu'ils agissent collectivement et se dotent d'un plan de combat, car le grand patronat et les gouvernements ne connaissent que le rapport de force.

La classe ouvrière doit défendre ses intérêts vitaux. Il faut travailler moins pour travailler tous, sans perte de salaire. Il faut augmenter les salaires, pas les profits ni les dividendes. Il faut le contrôle des salaires sur les milliards d'euros que le grand patronat va encaisser : cet argent doit servir à garantir les emplois et les salaires et non augmenter les bénéfices.

Contre l'explosion du chômage, il faut aussi créer des emplois dans la santé, l'éducation, les transports, et tous les services utiles à la population. En ces temps d'épidémie, cela devrait être une évidence. Mais, même pour cela, il faudra se battre car, si la situation sanitaire est aussi inquiétante, c'est que les gouvernements ne font toujours pas ce qu'il faut.

À part imposer le port du masque, restreindre la vie sociale, tout en nous demandant d'aller travailler, qu'est-ce qu'ils ont fait ? Les transports en commun ont-ils été renforcés pour réduire la promiscuité ? Non. L'enseignement a-t-il reçu les moyens de travailler en groupes restreints ? A-t-on embauché du personnel supplémentaire pour pallier les absences d'éventuels malades ? Non plus.

Même les laboratoires, au cœur de la lutte sanitaire, sont dans l'improvisation et manquent de bras. Quant aux hôpitaux, ce ne sont pas les annonces dérisoires qui peuvent nous rassurer, les 1,2 milliards

d'euros annoncés ne permettront même pas de combler les pertes liées au Covid alors que les hôpitaux manquaient déjà cruellement de moyens avant la pandémie. La seule chose que les gouvernements font sérieusement, c'est de se porter au secours des profits du grand patronat. C'est un État au service de la bourgeoisie !

Le monde du travail n'a que des coups à attendre du grand capital et de son État. Les travailleurs ne peuvent compter que sur eux-mêmes, sur leurs luttes collectives pour se sauver !

Pensions : 1 500 euros nets... ou pas

Paul Magnette agite les 1 500 euros de pension minimum comme la cape d'un torero. Mais l'accord gouvernemental ne dit que ceci : « la pension minimum sera progressivement relevée à 1 500 euros nets pour une carrière complète » ... sans précision de date.

Egbert Lachaert, le président de l'Open VLD, explique dans la presse qu'« il n'est pas certain qu'on atteigne ce montant avant la fin de la législature, car cela dépendra de la croissance économique ». Et Georges-Louis Bouchez, président du MR, affirme de son côté que les 1 500 euros « ne sont qu'un montant brut ». Bref, le PS n'a obtenu la pension à 1 500 euros... que pour la com, pas pour les pensionnés.

Révolte-toi, mon fils

« 1 500 euros pour une carrière complète ». Mais qui décide de la durée de sa carrière ?

En Belgique, 6 travailleurs sur 10 ont perdu leur emploi après l'âge de 60 ans.

Et l'offensive actuelle des patrons pour détruire les CDI et les remplacer par des contrats précaires ne peut qu'aggraver cette situation. C'est le règne de l'intérim et du contrat court.

La précarité des travailleurs débouche sur la pauvreté des vieux. C'est le sort que nous réserve le capitalisme, et c'est pour cela qu'il faut l'abattre.



Leur parité

Alexander De Croo et Paul Magnette étaient fiers d'annoncer que pour la première fois dans l'histoire du pays, la parité hommes/femmes est réalisée dans un gouvernement.

Oui, des femmes pourront aussi décider quelles entreprises privatiser, combien de bombes larguer au Moyen-Orient, contre qui envoyer la police...

Par contre, la coalition gouvernementale s'est faite au détriment du droit des femmes, en étant conditionnée par le renoncement à dépénaliser complètement l'avortement. Et la majorité des femmes continueront à toucher 882 euros de pension en moyenne car plus de 90% d'entre elles n'atteignent jamais 45 ans de carrière, ayant dû l'interrompre pour s'occuper des enfants.

Dans la bouche des politiciens bourgeois, la parité n'est que de la poudre aux yeux. Les femmes, comme tous les travailleurs, devront compter sur leurs mobilisations pour garantir leurs droits.

La chasse à l'ours à mains nues !

« On va taxer les géants du net, les transactions financières, les multinationales » dit Paul Magnette. Certes, reconnaît le président du PS, « il faudra le négocier au niveau international, mais on a pris l'engagement de l'obtenir et on l'a déjà comptabilisé comme recette ». Mark Zuckerberg, Bill Gates, Jef Bezos, Warren Buffet, tremblez !

L'impôt sur la fortune, oui, non, peut être... certainement pas !

Le texte de 84 pages de l'accord gouvernemental contient une phrase, une seule, concernant un impôt sur la fortune visant ceux qui possèdent plus « d'un million d'euros de patrimoine mobilier ».

Une taxe de quel montant ? Taxe unique ou permanente ? Pas de précision. « On doit finaliser le concept » reconnaît Magnette-Le-Philosophe. D'ici-là, les riches sont priés de ne pas se rendre dans un paradis fiscal...



Lutte Ouvrière prend le relais de La Voix des Travailleurs parue jusqu'au n° 99 et des lettres Lutte Ouvrière parues pendant le confinement.

Abonnement : 13 € pour 20 numéros ou plus avec soutien

Vous pouvez vous abonner par virement au numéro de compte IBAN : BE16 0004 2035 6974 ; BIC : BPOT BEB1 avec la mention : abonnement LO et vos coordonnées postales

ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.

Éditeur responsable: M. Woodbury, même adresse

Après les applaudissements...

Les infirmières à domicile avaient obtenu, au mois de mars passé, en pleine crise Covid, un remboursement supplémentaire de 2,63 € par patient pour payer les équipements de protection supplémentaires et le temps nécessaire pour les utiliser.

Cette compensation ne couvrirait que partiellement les nouveaux frais engendrés par la pandémie, et encore moins le travail supplémentaire. Mais le plus choquant, c'est que l'INAMI a supprimé ces remboursements, fin août, sans même un avertissement. Sur son site internet on peut lire « Un autre système est envisagé... » sans autre précision sur le montant, les modalités ou le délai.

Alors que la deuxième vague de la pandémie progresse chaque jour, les infirmières doivent y aller de leur poche pour se protéger et protéger leurs patients, sans savoir si elles seront remboursées un jour.

Pour acheter le vaccin contre le Covid, encore au stade de la recherche, l'Etat a trouvé l'argent pour avancer les millions d'euros exigés par les entreprises pharmaceutiques qui ne manquent pourtant pas de réserves.

Le problème du personnel soignant, comme de tout travailleur, c'est de se regrouper pour parler plus fort que les actionnaires.

Maisons de repos : le capitalisme en action

Depuis cet été, les maisons de repos sont en restructuration : certaines ferment, plusieurs licencient.

Après avoir fait travailler le personnel avec très peu ou pas du tout de protections ni aide pour affronter la vague du Covid qui a décimé les homes, les dirigeants font payer aux travailleurs la crise qui en résulte. Suite au décès de 5 000 résidents, il y a des milliers de lits non occupés.

Pour s'adapter au marché, ils réduisent l'offre. Les grands groupes privés ferment des établissements pour transférer les résidents dans d'autres centres et licencier le personnel.

Les licenciements pleuvent pour le moindre prétexte : oubli d'une signature ou d'un pointage, une absence de trop... même dans les homes publics du CPAS.

Ce ne sont pourtant pas des entreprises en difficulté. Le groupe Korian qui vient de fermer un établissement à Bruxelles réalise un chiffre d'affaire de 3,6 milliards € et emploie 56 000 personnes dans le monde. Cela n'empêche pas l'Etat Belge de les aider. Ainsi l'INAMI continue de rembourser les homes y compris pour les résidents morts du Covid ! L'Etat verse 250 € de prime par lit et octroie des exonérations fiscales.

Mais que fait-il pour les travailleurs qui ont risqué leurs vies et qui perdent leur boulot aujourd'hui ?! Rien ! C'en est fini des « héros de la première ligne » et des applaudissements. Car en période de crise économique, l'Etat est là pour les actionnaires uniquement.

Qu'on soit travailleur dans les soins de santé, le transport aérien ou l'automobile, les patrons agissent de la même manière : ils empochent les aides et ils licencient. A nous de défendre nos intérêts communs face à ces vautours.

La démagogie du Vlaams Belang

Avec le slogan « Niet mijn regering », « Pas mon gouvernement », ce parti d'extrême droite a mobilisé dimanche 27 septembre 15 000 personnes en voitures vers le plateau du Heysel pour dénoncer le futur gouvernement fédéral. Selon les dirigeants du Vlaams Belang le gouvernement fédéral ne serait pas assez à droite, pas assez flamand et pas démocratique.

“Pas assez à droite ?”

Le programme du Vlaams Belang contient de nombreuses mesures des partis de droite, mais en en réclamant

toujours plus : plus de suppressions d'emplois dans la fonction publique, plus de baisse d'impôt des sociétés - de 29 à 20% -, plus de blocage des salaires...

Mais dans le même temps, par démagogie, pour obtenir les voix des travailleurs durant la campagne électorale de 2019, le Vlaams Belang reprenait des revendications des syndicats, du Sp.a et du PTB... Il se présentait pour la défense d'une sécurité sociale forte, contre l'allongement de la durée de la carrière, pour une pension minimum à 1 500 euros, il dénonçait la fraude fiscale massive... Ça c'est pour la galerie, car comme la NVA, l'Open VLD, le MR et le CD&V, le Vlaams Belang ne défend que les intérêts du patronat.

“Pas assez flamand ?”

Le gouvernement flamand, pas plus que le wallon et le bruxellois n'a rien pu, ni voulu faire, face à la crise du capitalisme. Les classes populaires se sont appauvries alors qu'une infime minorité de très riches ont continué à s'enrichir, et cela en Flandre comme ailleurs. Le baromètre qui mesure la pauvreté en Flandre montre que la pauvreté est restée identique ou a même augmenté ces dernières années dans 286 des 300 communes flamandes. Si la Flandre, une des régions les plus prospères d'Europe, s'appauvrit, c'est en raison de la soif de profit des capitalistes qui sauvent leur mise dans la crise mondiale. Et le développement général de la crise entraînera aussi la Flandre dans le chaos, les gesticulations des nationalistes ne pourront rien empêcher.

“Pas assez démocratique ?”

De la part d'un parti qui rêve d'un pouvoir fort et autoritaire, dénoncer le manque de démocratie relève là aussi de la démagogie !

Mais c'est vrai que les élections pour les parlements, communes, sénat et autres, sont un simulacre de démocratie dans cette société où les travailleurs ne peuvent rien décider sur ce qu'il y a de plus essentiel pour eux : l'emploi, le salaire et les

conditions de travail. Ce sont les patrons qui décident sous la direction des conseils d'administration des entreprises, qui ne sont démocratiques que pour les actionnaires qui accumulent les profits.

Quant aux députés et autres élus tous les 4 ans, c'est bien connu qu'ils font des promesses pendant les campagnes électorales pour obtenir des votes... mais qu'ils ne les tiennent quasiment jamais quand elles vont contre les intérêts des plus riches.

Le Covid est à l'aise

Le nombre de cas de Covid continue d'augmenter. Patrons réticents à faire tester les travailleurs pour ne pas perturber la production, distanciation impossible dans les transports publics bondés, promiscuité dans les écoles délabrées par des décennies d'austérité... le virus est à l'aise dans le capitalisme en fin de course.

C'est comme pour les mouches : si on ne veut pas les avoir à la maison, il ne faut rien laisser traîner de pourri...

Chaos économique, pollution, guerres ...



Espagne : manifestations de colère à Madrid

Une vague d'indignation populaire a explosé à Madrid pendant plusieurs jours et culminé dimanche 27 septembre quand des milliers de personnes ont manifesté dans différents lieux de la capitale. Elles réclament la démission de la présidente de la Communauté de Madrid, Isabel Díaz Ayuso.

Les raisons de cette colère sont multiples et liées à l'inquiétude devant l'insuffisance des moyens pour faire face à la deuxième vague du Covid-19 : attentes interminables devant les centres de santé, médecins de famille débordés avec plus de 80 patients par jour, manque de médecins, d'infirmières, de personnel dans les hôpitaux et les « maisons des anciens. »

Mais la goutte d'eau qui a fait déborder le vase a été le choix fait par Ayuso de confiner les quartiers ouvriers du sud de Madrid, attribuant la responsabilité de la pandémie aux quartiers populaires et « au mode de vie des immigrés latino-américains ».

Les habitants de ces quartiers, près d'un million, doivent maintenant présenter un document écrit pour justifier leurs déplacements. On ne peut plus prendre un café dans un bar de son quartier, mais en traversant la rue et en passant dans un quartier non confiné, on le peut. Une employée de maison peut emmener les enfants qu'elle garde dans un parc du riche quartier de Salamanque, mais pas question de sortir ses propres enfants dans son quartier !

Des manifestations se sont multipliées, animées par des associations de quartier, des voisins, et des groupes de travailleurs. Les pancartes et les slogans étaient sans ambiguïté : « non au confinement de classe », « ils détruisent nos quartiers et maintenant ils nous enferment », « davantage de médecins et d'enseignants et moins de policiers », « nous sommes pour la Santé publique ».

Les protestations de ces derniers jours sont la réponse méritée au cynisme de dirigeants qui, en désignant la classe ouvrière de Madrid, les pauvres et les immigrés, comme responsables de la deuxième vague du Covid, essaient de cacher le fiasco total de leur politique sanitaire.

La colère qui s'exprime en ce moment devra se transformer en lutte sociale, exigeant la création massive d'emplois dans la santé l'éducation et les transports publics.

Brèves Audi Bruxelles

Sourds à la bonne parole

Dans la négociation entre Audi et les syndicats pour la production de l'année prochaine, la direction pleure que le complément de chômage pour un jour de chômage par semaine lui coûterait 4 millions d'euros sur l'année.

Possédant officiellement 35,7 milliards d'euros, l'actionnaire principal du groupe Volkswagen, la famille Porsche-Piëch, est la première fortune d'Autriche. 4 millions d'euros, ça représente 0,01% de cette fortune. Ils pourraient payer 100 fois plus et leur fortune ne serait amputée que de 1% !

Ces profiteurs qui ont amassé leur fortune sur notre dos ne veulent rien lâcher. Au contraire, ils veulent nous voler 20 % de notre salaire en plus. Qu'y a-t-il à négocier avec eux ? Rien. Il faut se préparer à la lutte pour imposer la répartition du travail entre tous, sans perte de salaire. Aux actionnaires de payer !

Leurs dividendes OU nos salaires

Malgré la crise et l'épidémie, le dividende versé aux actionnaires du groupe Volkswagen n'a pas diminué. À nouveau 2,4 milliards d'euros leur ont été distribués. En plus des bénéfices accumulés par ailleurs, chacun des 500 000 travailleurs du groupe dans le monde a ainsi rapporté 4 800 € aux actionnaires.

Des dizaines de milliers de travailleurs craignent aujourd'hui pour leur salaire, en partie à cause du virus, mais surtout à cause des actionnaires qui en veulent toujours plus.

Suivez-nous

sur Facebook:

Lutte Ouvrière Belgique

E-Mail: contact@lutte-ouvriere.be

Tel: 0479-44.81.52

Internet: www.lutte-ouvriere.be

Partagez nos publications !